

DÉBATS DE L'OBS

LA RENCONTRE HULOT-VÉDRINE

L'ÉCOLOGIE À DEUX VOIX

Accords et désaccords sur l'écologie

L'OBS, édition du 12 au 18 mai 2016

Matthieu Croissandeau

Le premier, personnalité préférée des Français, milite de longue date pour l'écologie. Le second vient de s'y convertir et le raconte dans son nouveau livre. Réunis par "l'Obs", Nicolas Hulot et Hubert Védrine comparent leurs espérances et leurs inquiétudes

Illustrations : Kimi Kimoki

L'Accord de Paris vient d'être signé par 175 pays. Et pourtant, Nicolas Hulot, vous dites que tout reste à faire. Pourquoi?

Nicolas Hulot Les Etats se sont fixés une feuille de route, c'est bien. Il reste à prendre la route maintenant, et là... tout reste à faire. La COP21 était un préalable indispensable parce qu'elle a permis de sceller un constat et d'enclencher le début d'un processus et d'une transition. Mais tout cela demande des moyens, des révisions, des investissements très importants qui ne sont pas encore gagnés, ni garantis.

Même si leurs signatures les engagent, les Etats sont en effet laissés libres de déterminer les moyens de parvenir à ce que les températures ne s'élèvent pas de plus de 2 °C...

N. Hulot La vérité oblige à dire que l'accord juridiquement contraignant tel qu'on l'aurait souhaité n'existe pas. Il y a un processus juridique des Nations unies qui fait foi. Mais il n'y a pas de clause de transparence, ni de sanctions prévues. Pour autant, chacun a bien compris qu'il avait intérêt à tenir ses engagements, sinon ce sera douloureux pour tout le monde.

C'est la force de l'Accord de Paris. Ça n'enlève rien à la difficulté de s'affranchir des énergies fossiles qui pendant cent cinquante ans ont été la solution et qui soudainement deviennent le problème. Mais c'est un démarrage. Nous allons passer, enfin, du constat au traitement.

Hubert Védrine, vous expliquez dans votre livre que le concept de communauté internationale n'a jamais existé que dans les discours, aucun Etat n'arrivant au fond à se détacher de ses intérêts ou de ses égoïsmes nationaux. La prise de conscience sur le climat pourrait-elle changer la donne?

Hubert Védrine L'Accord de Paris est très important même s'il doit être concrétisé. Le travail de la France (Laurent Fabius, Laurence Tubiana, etc.), rendu possible par l'engagement, pour des raisons internes, des Etats-Unis et de la Chine, a été remarquable. Or ils ne l'ont pas fait pour faire plaisir à la France, mais par intérêt. C'est encourageant. Ce processus, irréversible, que j'appelle « l'écologisation », va s'imposer peu à peu dans chaque pays. Non pas parce qu'une puissance extérieure ou une « communauté internationale » imaginaire l'imposera, mais parce que c'est tout simplement nécessaire et vital. Le caractère pas assez contraignant de l'accord (qui peut contraindre la Chine ? ou les Etats-Unis ?) ne m'inquiète pas, et je suis optimiste sur la dynamique économique qui va s'en suivre. Quand on voit un fonds de pension norvégien, un des plus gros de la planète, annoncer qu'il va se désengager petit à petit du charbon, ce n'est pas pour des raisons de philanthropie écologique, mais bien parce que cela devient rationnel d'écologiser l'énergie.

N. Hulot Je reste plus prudent car je ne considère pas que la somme des intérêts nationaux crée un intérêt universel. C'est d'ailleurs ce qui fait que nous avons tant tardé à agir. Pour avoir observé en tant que néophyte ce qui se passe au niveau des Nations unies, je peux vous dire que les délégations y font surtout valoir les intérêts des Etats et pas du tout l'intérêt universel. Jusqu'à présent, chacun a cherché à s'extraire de ses responsabilités pour les reporter sur l'autre. Et au lieu de n'avoir que des gagnants, on n'avait que des perdants ! Est-ce que le basculement de la COP21 va permettre de changer ces vieux réflexes et de considérer la planète comme un unique espace de solidarité ? Je le souhaite bien sûr.

Après les Etats, il faudra convaincre aussi les peuples de changer les modes de vie, de consommer moins d'énergie, de manger moins de viande... On en est encore loin!

H. Védrine « L'écologisation » prendra du temps. Il y aura encore longtemps de titanesques luttes d'arrière-garde, mais elle s'imposera. En faisant le parallèle avec l'industrialisation, qui s'est déroulée à l'échelle d'un siècle ou deux, on desserre l'étau de l'urgence, on donne du temps, de la perspective, et du sens. A l'instant T, l'exigence écologique se heurte à des centaines de millions de gens qui ont un mode de vie et de production anti-écologiques. C'est pour cela que le radicalisme écologique nous met devant une contradiction insurmontable, selon laquelle il faudrait, pour sauver l'humanité, arrêter tout ce qui marche ! Mais dès lors que l'on se place dans la durée, que l'on accepte que ce processus prenne, selon les cas (agriculture, industrie, etc.), dix, vingt, trente ans, que des jeunes générations arrivent,

formées autrement, que des technologies nouvelles changent la donne, alors presque tout devient soluble.

N. Hulot Attention à ne pas oublier quand même qu'il y a une forme d'urgence et que si par définition une transition s'étale dans le temps, ce temps doit être limité. Nous avons tellement tardé à réagir par rapport aux enjeux climatiques que les phénomènes que nous sommes censés combattre ne se développent pas d'une manière linéaire mais exponentielle, et il faut éviter qu'ils ne s'emballent. Je ne pense pas que les choses se feront spontanément. Il faut mettre en place un ensemble d'outils incitatifs ou dissuasifs pour orienter les investissements, la production, la consommation...

Par exemple?

N. Hulot Le prix du carbone, pour le coup, est une solution très efficace. Si vous introduisez un prix du carbone progressif, vous introduisez en creux un avantage compétitif aux énergies qui ne sont pas des énergies fossiles. On parle toujours de fiscalité écologique punitive pour reprendre l'expression de Ségolène Royal, mais elle peut être aussi incitative.

Nous avons besoin de l'une et l'autre. Il faut aussi créer de la cohérence et faire en sorte que nos investissements soient désormais climato-compatibles. Quand il y a un plan Juncker en Europe, il me semble qu'il devrait être prioritairement consacré à la transition écologique. Si on continue à se disperser, on n'y arrivera pas.

Cela peut-il aussi passer par l'élaboration de nouveaux critères, comme un PIB écologique?

H. Védrine Il faut sortir de l'absurdité : si vous rasez une forêt entière pour faire une usine polluante, pour le PIB, c'est de la croissance ! Outre le prix du carbone, nous avons besoin d'un économiste génial qui invente le PIB écologique, le « PIB/E », dans lequel la mesure de la croissance (les flux) serait réduite des atteintes portées au patrimoine écologique. Dès lors le marché lui-même, c'est-à-dire des milliards de décisions quotidiennes, arbitrerait dans le bon sens. L'économie serait de plus en plus écologique et nous n'aurions même plus besoin alors de faire des sommets !

N. Hulot Dans l'esprit de cette « écologisation » dont parle Hubert Védrine et qui me fait penser à ce qu'Edgar Morin appelle la métamorphose, il faudrait bien évidemment insuffler cette rationalité à tous les niveaux. L'OMC, par exemple, devrait intégrer la protection de l'environnement comme critère supplémentaire dans ses arbitrages. Il y a aussi une nécessité de revoir notre système comptable. Beaucoup de choses ne verraient pas le jour aujourd'hui ou seraient économiquement non viables si nous tenions compte de ce que les économistes nomment les externalités négatives. Quand vous voyez qu'à l'échelle mondiale les subventions et les exonérations accordées aux énergies fossiles s'élèvent à 650 milliards de dollars chaque année, alors que, selon le FMI et l'OCDE, les conséquences environnementales

et sanitaires de l'utilisation de ces énergies coûtent 4 000 milliards de dollars, on est dans la schizophrénie ! Il vaudrait mieux allouer cet argent en amont plutôt que de l'allouer en aval.

Mais ce bon sens n'a jamais prévalu jusqu'à présent...

H. Védrine L'inconvénient de trop attendre d'une approche mondiale ou universelle, comme de cette fameuse « communauté internationale » toujours à créer, c'est que cela déresponsabilise les Etats, les entreprises, les chercheurs, les gens, etc. Quand les Chinois annoncent la fermeture prochaine de 1 000 mines de charbon et de centaines de centrales à charbon, c'est parce que cela s'impose du point de vue chinois et non parce qu'une communauté extérieure aurait exercé sur eux une quelconque influence.

N. Hulot Il y a quand même deux sujets qui devront revenir sur la table. Le premier concerne nos institutions internationales. Elles ne sont pas adaptées aux enjeux du long terme et universels. Je ne crois pas que le cycle infini des conférences sur le climat puisse se prolonger en permanence. Nous n'échapperons pas à la création d'une organisation qui prenne en charge la gestion des biens communs planétaires. C'est un instrument indispensable si nous ne voulons pas basculer dans plus de conflits. Car la rareté est devenue la norme au XXI^e siècle. Or la rareté, il faut la piloter, sinon on bascule dans l'étape d'après qui est la pénurie.

Et la pénurie, c'est la guerre à tous les étages... Dans ces biens communs, je mets les terres arables, l'eau, les ressources alimentaires, la biodiversité, les équilibres climatiques et peut-être même certains revenus économiques. A mon avis, il y a un certain nombre de concentrations de fortune qui devraient être remises à la communauté. Le deuxième sujet, c'est l'adaptation du droit international à la situation écologique. La notion d'écocide doit être reconnue et arbitrée par le tribunal de La Haye.

Une organisation mondiale, ce ne serait pas un « machin » de plus?

H. Védrine Je suis d'accord avec Nicolas Hulot pour dire qu'il faudra redéfinir sur des bases écologiques la notion de crime contre l'humanité. Pour le reste, je ne pense pas qu'une bureaucratie multilatérale de plus serait utile. Je les connais trop... C'est beaucoup de temps perdu en marchandages oiseux, beaucoup de fonctionnaires internationaux à l'utilité problématique. Surtout, je ne crois pas qu'une telle organisation améliorerait le monde en retirant aux peuples et aux Etats la part de souveraineté qu'ils ont gardée. Même en Europe, ça ne marche plus ! Il y a déjà des cadres propices comme l'ONU, le PNUE, le G20. Ne les négligeons pas. Ce qui est important, c'est la volonté politique de coopérer qui s'exerce à l'intérieur, donc celle des Etats stimulés par toutes les autres forces. Mais une organisation qui prendrait en charge directement les biens communs, c'est-à-dire à peu près tout - car la liste que vient de dresser Nicolas Hulot est considérable -, c'est infaisable. Aucun pays ne l'acceptera. Il faut faire autrement.

La question climatique n'a-t-elle pas fini par occulter les autres urgences environnementales?

H. Védrine C'est une question essentielle, mais il faut maintenant tirer les fils de la pelote. Pour stopper l'effondrement de la biodiversité, la même formidable prise de conscience que la France a orchestrée lors de la COP21 serait nécessaire. L'opinion publique réduit trop souvent cette question au triste sort des tigres, des ours blancs, etc., sans faire le lien avec l'habitabilité de la terre par les hommes eux-mêmes. Mais quand vous écoutez les scientifiques parler des conséquences de la « sixième extinction », c'est presque plus terrifiant que le changement climatique.

N. Hulot On a porté nos efforts sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais on oublie dans le même temps que, chaque année, par la destruction des écosystèmes, c'est l'équivalent de 20% à 30% de nos émissions qui repartent dans l'atmosphère.

Nous ne pourrions pas gagner la guerre du climat sans préserver ces puits de carbone naturels. Et pour que ces écosystèmes perdurent, c'est toute la biodiversité qu'il faut protéger. J'y vois plusieurs avantages. D'abord, parfois ça coûte moins cher de réhabiliter un écosystème ou de réhabiliter des sols que de mettre au point des technologies très compliquées pour stocker du CO₂ d'origine industrielle dans des zones géologiques. Et comme la plupart de ces écosystèmes appartiennent en général à des pays du Sud, j'y vois une occasion de créer un flux économique entre le Nord et le Sud en rémunérant ce service universel. Si vous réhabilitez des sols désertifiés en Afrique, vous leur redonnez une capacité à stocker du CO₂, vous faites revenir des populations qui ont fui, et vous réhabilitez des terres agricoles pour les nouveaux habitants de la planète.

La question écologique devient géopolitique...

H. Védrine Bien sûr ! C'est le sens de mon dernier essai. Les crises écologiques ne vont pas déclencher des conflits – encore que... – sauf s'il y avait une énorme montée des eaux. Mais petit à petit dans une hiérarchie écologique des pays, apparaîtront, avec des Etats vertueux, des contributeurs positifs, et à l'inverse, des Etats voyous. L'écologie va s'imposer dans les relations internationales.

N. Hulot Le réchauffement climatique est l'ultime injustice. Il peut jouer un rôle de facteur aggravant ou déclenchant parce qu'il frappe d'abord des hommes, des femmes et des enfants qui subissent les conséquences d'un phénomène qu'ils n'ont pas provoqué, qui est la conséquence d'un mode de développement dont ils n'ont pas profité et qui s'est même parfois fait sur leur dos.

Tant que les inégalités ne sont pas expliquées ni mises au jour, ils mettent ça sur le compte du destin. Mais quand ils découvrent tout à coup qu'ils ont fait l'objet d'une forme d'exploitation ou que leurs vies n'ont pas la même valeur, vous ajoutez à l'exclusion un élément qui est en train de nous sauter à la figure, c'est l'humiliation. Le climat, c'est aussi ce danger-là. Ce n'est pas le climat qui a déclenché le conflit syrien, mais c'est bien le basculement climatique dans le nord-est de la Syrie qui a fait tomber les rendements agricoles et contraint un million et demi de personnes à se déplacer et à se retrouver dans le sud-est du pays où le conflit a démarré.

H. Védrine Le climat – les mauvaises récoltes des années 1787-1789 – avait déjà contribué à déclencher la Révolution française. Dans la Mésopotamie antique, comme au Soudan aujourd'hui, le facteur climatique est clé...

Vous considérez, Nicolas Hulot, que le nucléaire appartient au passé alors que cette énergie a beaucoup moins de conséquences sur le climat que les énergies fossiles...

N. Hulot J'ai évolué sur ce sujet. J'ai longtemps considéré que dans un pays stable politiquement et économiquement, le nucléaire était acceptable. Mais cela n'a jamais été ma conception du développement durable, parce que cela revient quand même à spéculer sur cette stabilité à long terme. Et on s'aperçoit que rien n'est garanti... Et il y a les déchets que nous laissons aux générations suivantes. Les événements récents ont achevé de me convaincre que le nucléaire n'était pas la solution. Fukushima, bien sûr, qui a montré que le scénario que nous pensions le plus improbable a été possible. Tchernobyl, qui a fait, selon les autorités, plus de 100 000 morts depuis trente ans. Par ailleurs, on nous a longtemps dit que le nucléaire était la panacée sur le plan économique. Mais le gouffre financier des réacteurs de nouvelle génération et l'incapacité que nous avons eue à provisionner le démantèlement des centrales montrent le contraire. Le meilleur service qu'on peut rendre aux Etats c'est l'autonomie énergétique, or quand on fait du nucléaire, on n'est pas autonome. Vous êtes dépendant de technologies mais aussi de matériaux qui sont rarement dans votre sous-sol.

H. Védrine Grave sujet. Rappelons que Tchernobyl est d'abord un accident soviétique, et qu'ailleurs le drame aurait été contenu. Quant à Fukushima, c'est un tremblement de terre qui provoque un tsunami. L'erreur fondamentale, c'est d'avoir construit une centrale trop près du rivage, avec une protection insuffisante... Cela dit, je suis évidemment favorable à la sobriété énergétique, aux bonds technologiques qui rendront les énergies renouvelables économiquement rentables, ce qu'elles ne sont pas encore, etc. Je constate que dans les circonstances actuelles, « sortir du nucléaire » comme Angela Merkel l'a fait, pour des raisons purement électorales, ne peut conduire qu'à augmenter les rejets de CO₂. L'Allemagne a dû relancer ses centrales à charbon et à lignite ! On ne peut pas encore se passer du nucléaire, donc il faut le rendre plus sûr.

N. Hulot J'ai une conception du risque qui veut que celui-ci doit avoir des conséquences limitées dans le temps et dans l'espace. Avec le nucléaire, ce n'est pas le cas. Des années après, on n'a toujours pas contenu le problème de Tchernobyl ou de Fukushima. Ça n'est pas ma conception de la durabilité. Quant à l'Allemagne, elle a fait un pari. On verra bien si elle le gagne. J'observe pour l'instant qu'elle tient le calendrier qu'elle s'était fixé pour le développement des énergies renouvelables. Ce qui est dommage, c'est qu'on soit incapables en Europe de s'harmoniser.

L'écologie a longtemps été un impensé stratégique ou même intellectuel. Hubert Védrine, vous estimez que c'est parce qu'elle a longtemps été confisquée par des leaders maximalistes...

H. Védrine Les partis écologistes se sont constitués, notamment en France, sur une base gauchiste. C'est leur droit mais il ne faut pas s'étonner après de leurs scores électoraux minuscules. En mélangeant des positions écologistes radicales ou punitives et le sectarisme, ils ont rendu la perspective écologique globale décourageante. Ils portent la lourde responsabilité de ne pas avoir convaincu la majorité.

N. Hulot Je serai plus indulgent. Leur maladresse, parfois leur dogmatisme ou leur intransigeance ne m'ont pas échappé. J'en ai moi-même fait les frais... Mais ils sont là par défaut ! Si la gauche n'avait pas sous-traité cet enjeu conditionnel et pas optionnel aux écologistes et si la droite ne s'était pas prise d'aversion pour ce sujet-là, l'écologie aurait imprégné le monde politique et nous aurions seulement à débattre des modalités. L'enjeu écologique est suprapolitique et je ne suis pas sûr qu'il y ait un protocole de gauche et un protocole de droite pour s'en sortir. La difficulté, c'est de ne pas faire de concession au constat et, dans le même temps, de rendre désirable, accessible et compréhensible un scénario de sortie.

H. Védrine Il faut alarmer, sans paniquer. Et proposer pour convaincre et entraîner.

Nicolas Hulot a animé l'émission "Ushuaïa" avant de s'engager dans la sensibilisation du grand public sur les questions écologiques. Candidat malheureux à la primaire écologiste pour la présidentielle, son nom est souvent évoqué pour 2017. Il a récemment publié "Osons ! Plaidoyer d'un homme libre" (Les Liens qui Libèrent).

Après avoir été le conseiller diplomatique de François Mitterrand, puis le secrétaire général de l'Elysée, Hubert Védrine a été ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement Jospin, de 1997 à 2002. Il vient de publier "Le Monde au défi" (Fayard).